

# SALVADOR : LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ AU DÉTRIMENT DES DROITS DE L'HOMME ?

VICTOIRE LE GALL  
15 MAI 2024



Crédit photo : ©Maxppp - Government of El Salvador HANDOUT/EPA

DEFINSEEC.COM

DEFINSEEC@GMAIL.COM

07 83 51 70 94

## EN GUISE D'INTRODUCTION

Pays le plus petit et le plus densément peuplé de l'isthme centraméricain pour une population de 6 millions d'habitants en 2010, le Salvador est également le seul de la région à n'avoir qu'un seul littoral, sur la côte pacifique. Il est situé dans une zone sismique. Deux chaînes de montagnes volcaniques le traversent en longueur, formant une vallée centrale, où se trouvent les villes les plus importantes, dont la capitale San Salvador, et une étroite plaine littorale.

Indépendant de l'Espagne en 1821, le pays, qui formait l'une des cinq provinces de la capitainerie générale du Guatemala, adhère à la Fédération centraméricaine, puis se constitue en État indépendant en 1841. La culture du café devient, au cours du XIXe siècle, la base de la structuration sociale du pays, et les élites nationales en contrôlent la production et l'exportation afin d'asseoir leur pouvoir politique. Mais ce système discriminatoire, ainsi que les fortes inégalités sociales et les tensions sur la terre génèrent deux conflits importants au XXe siècle. En 1932, l'armée écrase une révolte de paysans et prend le pouvoir jusqu'en 1979. À partir de 1980 éclate une guerre civile opposant la guérilla du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) à un gouvernement civil, au sein duquel l'armée est présente et dispose d'une certaine autonomie et du soutien des États-Unis. Le conflit prend fin en 1992 avec la signature d'un accord qui avait été négocié dans le cadre d'une opération des Nations unies. Celui-ci prévoit la démilitarisation et la démocratisation de la vie politique.

Depuis lors, les deux camps s'affrontent dans les urnes, dans un contexte pacifié, mais dans un pays touché par une forte pauvreté, une délinquance en hausse et une relative stagnation économique.

La stratégie de diversification par le développement d'industries d'assemblage mise en place dès la fin de la guerre civile n'a pas produit les résultats escomptés, et le pays est aujourd'hui très dépendant des transferts d'argent envoyés par les nombreux migrants installés aux États-Unis.



## HISTORIQUE DES MARAS

Les *maras* (ou marabuntas ou marababas) sont des gangs armés, principalement impliqués dans des affaires de transferts de stupéfiants qui s'étendent à toutes les formes d'activités illicites. Ils sont regroupés en structures plus importantes de type mafieux. Leurs membres, les *mareros*, sont originaires des pays d'Amérique latine et d'Amérique centrale comme le Salvador, le Honduras, le Guatemala et le Nicaragua. Ils sont particulièrement actifs dans les pays d'Amérique centrale (100 000) et aux États-Unis (30 000).

Ces gangs se sont formés dans les années 1980 en rassemblant des immigrants clandestins venant du Salvador, du Honduras ou encore du Guatemala qui fuyaient des conditions de vie difficiles (exclusion économique et sociale forte notamment), voire dangereuses (guerres civiles et dictatures). Ces migrants trouvent aux États-Unis un contexte social inattendu, étant généralement relégués vers les quartiers marginalisés, et connaissent le chômage. Peu à peu ces petits groupes s'organisent, se radicalisent et deviennent de véritables bandes criminelles. Braquages, enlèvements, trafic de drogue et meurtres, les *maras* finissent par faire la loi dans certaines rues de Los Angeles.

A la fin des années 90 le gouvernement américain décide de leur faire la guerre : plusieurs lois sont votées par l'administration Clinton en 1994 et 1996. Elles permettent notamment d'expulser les mineurs étrangers ayant commis des délits. Les années qui suivent plusieurs milliers de jeunes latino-américains sont alors renvoyés dans leur pays d'origine.



*Des membres du gang Mara Salvatrucha assistant à une messe célébrée par l'archevêque Luigi Pezzuto et l'aumônier de la police Fabio Colindres dans une prison de Ciudad Barrios, au Salvador, le 26 mars 2012. (AP Photo/Luis Romero)*

## LES GANGS SALVADORIENS

Après la guerre civile au Salvador en 1992, les États-Unis entament des procédures pour rapatrier les Salvadoriens. Parmi ces rapatriés se trouvaient des membres du gang Mara Salvatrucha, de Los Angeles. Beaucoup continuèrent leurs activités illicites de retour au Salvador, enracinant ainsi les *maras* en Amérique centrale sur un terreau fertile : la pauvreté et un passé récent de conflits armés. Les rapatriés recrutent toujours plus de membres, incluant des jeunes qui immigrent à leur tour illégalement aux États-Unis.

Beaucoup de *maras* sont essentiellement composées d'adolescents. Leurs activités s'étendent du trafic de drogues, du racket, des cambriolages en passant aussi par le proxénétisme. Pratiquement tous les *mareros* se dotent d'imposants tatouages pour mieux se reconnaître, ce qui facilite par la même occasion leur repérage par un gang rival ou les autorités. Chaque *mara* possède sa propre « gamme » de tatouages, signe d'affiliation au gang.

Ainsi, « *la vida por las maras* » (en français « la vie pour le gang ») est une phrase couramment utilisée par ces gangs et leurs membres. Le meurtre d'innocents fait partie des différentes épreuves d'initiation de certaines *Maras*, notamment la **MS13**, ces activités les poursuivant pour le reste de leur vie. En 2005, les *maras*, comptaient, selon des estimations officielles, 80 000 membres en Amérique centrale et auraient commis 5 000 assassinats, dont la plupart entre gangs.

Vers la fin des années 1990, de nombreux Salvadoriens sont retournés dans leur pays d'origine, s'installant dans une nation appauvrie à peine remise de la guerre civile et où un grand nombre d'armes circulent encore. Ils ont apporté avec eux leurs traditions, leurs rituels de passage extrêmement violents, leurs tatouages et leurs symboles de gangs, tout en continuant à recruter de nouveaux membres. Le nombre de membres des gangs, notamment ceux des Mara Salvatrucha (MS-13) et de Barrio 18, a explosé au début des années 2000, passant de quelques milliers à une échelle décuplée. Cette croissance exponentielle a été accompagnée d'une augmentation du nombre d'homicides, atteignant un triste sommet en 2015 avec 6 670 meurtres enregistrés. Les activités des *maras*, telles que les extorsions, les agressions et les fusillades entre gangs rivaux pour le contrôle du trafic de drogue, ont semé la terreur parmi la population locale.

Malgré les efforts des différents gouvernements pour endiguer le fléau, les gangs ont continué à exercer leur influence sur de nombreux secteurs du pays.

Les *maras* ne se sont pas contentées de perpétrer des actes violents, elles ont également exercé un contrôle sur de nombreux secteurs économiques du pays. En 2015, pour obtenir une place à la table des négociations avec le gouvernement et la société civile, les gangs ont orchestré une grève des chauffeurs de bus, allant même jusqu'à assassiner ceux qui refusaient de se plier à leurs exigences. Cette action a paralysé le réseau de transport en commun pendant plusieurs jours, entraînant une chute de 80% des ventes dans le secteur du commerce et des pertes estimées à 650 millions de dollars, une situation qui a perduré jusqu'en 2019.

Ainsi, en 2003, le gouvernement salvadorien lance **l'opération "Mano Dura"**, une politique draconienne permettant d'incarcérer immédiatement toute personne suspectée d'appartenir à un gang, sur la base de tatouages ou de comportements suspects en public. Bien que cette initiative ait conduit à l'incarcération de près de 20 000 membres présumés de gangs en un an, sa légalité a été remise en cause par la suite et la majorité des détenus ont été relâchés, marquant ainsi un échec pour le gouvernement.



*Des membres de gangs sont gardés par des policiers à leur arrivée dans une prison au Salvador. Photo : Jose Cabezas/Reuter*

## ARRIVÉE AU POUVOIR DE NAYIB BUKELE

En 2019 un jeune Salvadorien entreprend ce qui n'avait jamais été tenté auparavant : remporter la lutte contre les gangs. Cet individu n'est autre que Nayib Bukele, fils d'un homme d'affaires palestinien et d'une Salvadorienne, né à San Salvador en 1981. Entrepreneur à succès, il fait ses premiers pas en politique en 2012. En 2015, il accède au poste de maire de San Salvador, la capitale, sous l'étiquette du FMLN, un parti de gauche aux racines marxistes.



Nayib Bukele, lors d'un discours à San Luis de la Reina, dans l'est du Salvador, 19 octobre 2023. MARVIN RECINOS / AFP

Deux ans plus tard, Bukele se retrouve accusé de provoquer des tensions au sein du parti, ce qui aboutit à son exclusion. Cependant, cela ne le décourage pas ; au contraire, en 2019, il se présente comme candidat à la présidence sous l'étiquette de la Grande Alliance pour l'Unité Nationale. Sa campagne met en avant deux thèmes majeurs : la lutte contre les gangs et le rétablissement de l'autorité dans le pays.

Le 3 février 2019, Nayib Bukele crée la surprise en remportant l'élection présidentielle avec 53% des voix. Une fois au pouvoir, il s'engage pleinement dans la lutte contre les gangs, suscitant parfois des critiques de la part de l'opposition. En 2019, il annonce la mise en place d'un **plan de contrôle territorial** permettant à l'armée d'intervenir dans les quartiers sous l'emprise des *maras*. Pour équiper les soldats en conséquence, il fait voter en 2020 par les députés un emprunt de 109 000 000 de dollars.

Cependant, étant donné la minorité de son parti, le texte est bloqué. Bukele recourt alors à des mesures radicales : le 9 février 2020, des soldats armés de fusils automatiques et des policiers anti-émeutes font irruption au congrès. Peu après, le président lui-même prend la parole devant les députés, les qualifiant de "bons à rien", une action vivement critiquée par l'opposition et plusieurs organisations non gouvernementales.

Un an plus tard, en décembre 2021, le président de la République met en avant des données concrètes et éloquentes : 1085 homicides enregistrés sur une année, soit trois fois moins qu'il y a trois ans. Mais le 27 mars 2022, malgré la popularité record du président, le Salvador replonge dans l'horreur : quatre-vingt-sept personnes sont assassinées en l'espace de trois jours, des crimes attribués aux membres de gangs selon les autorités. Nayib Bukele décide alors de riposter vigoureusement. Il déclare l'**état d'urgence** dans le pays et déploie l'armée partout où les *maras* sont présents. Plusieurs villes sont encerclées afin d'arrêter méthodiquement les membres des gangs, ce qui conduit à l'incarcération de 74 000 personnes au total. Cette même année, le nombre de personnes tuées dans le pays diminue à moins de 500, un chiffre qui constitue un record depuis de nombreuses décennies.

Nayib Bukele consolide au fil des années son assise politique. Il remporte une victoire écrasante lors de l'élection présidentielle du Salvador le dimanche 4 février 2024. Selon un sondage CID-Gallup réalisé à la sortie des urnes, il a obtenu un impressionnant score de 87% des voix, un écart sans précédent dans l'histoire électorale du pays. «*C'est la première fois qu'il y a une véritable démocratie dans le pays*», a déclaré Nayib Bukele. «*Il n'y a pas de dictature, les gens votent librement. Le peuple exprime sa volonté et se réjouit de cette liberté.*»

«*Le Salvador était comme atteint d'un cancer avec des métastases*», aime rappeler Nayib Bukele. «*85% du territoire était sous le contrôle des gangs. Nous avons mené une intervention chirurgicale, une chimiothérapie, une radiothérapie, et nous en sortirons guéris, libérés du fléau des gangs. Nous avons éradiqué ce qui nous menaçait. Maintenant, le Salvador entre dans une ère de prospérité.*» Sa réélection était en théorie impossible selon la Constitution. Cependant, le «dictateur cool», comme il se plaît à s'appeler, a réussi à contourner cette restriction en démissionnant de son poste début décembre, six mois avant la fin de son mandat. Bien que de nombreux juristes aient contesté cette manœuvre, la population, elle, ne lui en a pas tenu rigueur.

## «LA PLUS GRANDE PRISON D'AMÉRIQUE» INAUGURÉE POUR INCARCÉRER 40 000 GANGSTERS

« Ce sera leur nouvelle maison, où ils vivront pendant des décennies. » Ces mots, prononcés par le président du Salvador, Nayib Bukele, acte le transfert des 2 000 premiers prisonniers dans le Centre de confinement du terrorisme (Cecot).



Salvador: dans la prison géante de Tecoluca, six mois après son inauguration © AFP

# SALVADOR: LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ AU DÉTRIMENT DES DROITS DE L'HOMME ?

Ce **centre carcéral** hors norme, le plus grand de l'Amérique latine, est un nouvel outil dans la stratégie controversée du président contre les cartels. Les 2 000 premiers prisonniers ont été transférés vendredi 24 février 2023 dans la « plus grande méga prison des Amériques », conçue pour accueillir 40 000 détenus. Un transfert qui a été scénarisé, filmé avec des drones, puis monté en un clip de près de 3 minutes, digne d'une série hollywoodienne. L'arrivée se fait en pleine nuit, au pas de course, les détenus sont suivis au cours de leur trajet par des capteurs thermiques et des "matons" en nombre. Ils convergent dans une discipline des plus strictes vers leur point de regroupement avant d'être dispatchés dans leurs cellules.

La "**ville-prison**" comme est-elle parfois appelée, est installée à Izalco, à environ 50 kilomètres à l'ouest de la capitale San Salvador. Elle occupe une surface de 166 hectares (soit 1.66 km<sup>2</sup>) dont 23 rien que pour les bâtiments ultra-sécurisés. Elle compte quatre murs de clôture, dix-neuf miradors ainsi que des rangées de fils électriques de 15.000 volts. Il ne fait pas de doute que les 40.000 détenus qui peuvent y être incarcérés seront bien gardés ; d'autant qu'en plus des gardiens de prison, 600 militaires et 250 policiers sont sur place. Aucune communication avec l'extérieur n'est possible. Les détenus en attente de verdict suivront leur procès en visio-audience depuis le CECOT.



*Les images transmises par Nayib Bukele montrent de nombreux prisonniers enchaînés, portant des tatouages, torse nu et pieds nus, revêtus seulement d'un caleçon blanc. AFP*

Les autorités estiment qu'il s'agit de "la plus grande prison d'Amérique". Elle a été voulue et inaugurée le 31 janvier dernier par le président Nayb Bukele après 7 mois de chantier. Bukele, un chef d'État antisystème et très populaire (mais controversé à l'international) a fait de la lutte contre les gangs son cheval de bataille depuis son élection en 2019. Les "maras" qui dictaient leur loi dans le pays depuis des décennies, n'ont plus qu'à bien se tenir ! C'est en tout cas le message fort que veut diffuser la présidence en faisant de cette opération spéciale de transfert une session de communication. Peu étonnant quand on songe que le président de 41 ans est un publicitaire reconverti dans la politique.

## UNE POPULARITÉ AUPRÈS DU PEUPLE

Les chiffres des agressions sont en chute libre, les espaces publics sont à nouveau sûrs, et la population a retrouvé le courage de s'exprimer.

Un Salvadorien témoigne : *« J'avais 16 ans lorsque j'ai été visé par six balles. La première m'a touché ici, et les autres ont atteint d'autres parties de mon corps. C'est à cause de cette violence endémique dans mon quartier et de mes blessures que je suis désormais confiné à un fauteuil roulant. »* Les cicatrices sur le corps de Noé témoignent des années de terreur infligée par les Maras dans les villes du Salvador. Enfant du Barrio de Tilk, il est devenu l'un des leaders communautaires de ce quartier martyrisé. Chaque maison, chaque rue, chaque trottoir était le champ de bataille d'une guerre impitoyable, dont les habitants étaient les premières victimes. *« Ils nous disaient qu'ils étaient là pour nous protéger, mais en réalité, ils venaient nous extorquer, nous dépouiller et chasser les gens de chez eux. La vie ici était difficile, beaucoup de mes amis d'enfance ont été tués, et d'autres ont eu la chance de partir aux États-Unis, au Costa Rica ou dans d'autres pays. Certains ont été victimes de balles, de coups de couteau ou de brutalités. »*

Depuis l'âge de 14 ans, il attendait en vain une médiation entre la communauté et les chefs des deux gangs rivaux. Il a fallu l'état d'urgence décrété par Nayib Bukele, pour que le quartier retrouve enfin la paix. *« Si vous regardez attentivement, vous verrez des impacts de balles sur tous les murs du quartier. Mais maintenant, les enfants peuvent jouer en toute sécurité, les rues sont calmes, les habitants osent sortir de chez eux, partager des moments entre eux, et même accueillir des membres de leur famille en provenance d'autres quartiers. »* ajoute-t-il.

Malgré les résultats impressionnants obtenus grâce au système mis en place par Bukele, celui-ci fait l'objet de vives critiques de la part de l'opposition et de certains médias.



*Des partisans du président salvadorien Nayib Bukele, candidat à sa réélection, devant le Palais national après le scrutin, à San Salvador, le 4 février 2024. JOSÉ LUIS GONZALEZ / REUTERS*

## CRITIQUES VIRULENTES RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME

Plusieurs observateurs mettent en doute les chiffres avancés par le président salvadorien, insinuant que la baisse des homicides pourrait plutôt résulter d'un accord entre les gangs rivaux, voire de transactions secrètes de Bukele avec les marras au début de son mandat. Certains soulignent également que la diminution du nombre de morts avait commencé avant l'arrivée de Bukele au pouvoir. Les méthodes de Bukele sont vivement critiquées, en particulier la surpopulation carcérale, avec plus d'un pour 100 habitants en prison, ce qui place le Salvador en tête du classement mondial en termes de ratio d'incarcération.

Pour répondre à cette critique, Bukele a entrepris la construction d'une immense prison à Tekka, située à 70 km de la capitale, pouvant accueillir jusqu'à 40 000 prisonniers sur une surface de 6000 m<sup>2</sup> de béton. Outre la surpopulation carcérale, les traitements infligés aux détenus sont vivement dénoncés, avec des témoignages faisant état d'humiliations et de tortures systématiques. De nombreuses incarcérations sont également considérées comme arbitraires par plusieurs ONG.

Par exemple, sur les plus de 70 000 personnes arrêtées en 2002, plus de 4205 ont déjà été relâchées. Des familles attendent chaque jour devant certaines prisons dans l'espoir de retrouver leurs proches qu'elles estiment innocents. Selon l'association Cristaux Sales, au moins 153 personnes sont mortes en prison depuis les arrestations massives de 2022, sans avoir été condamnées ni faire l'objet d'une enquête. Parmi les détenus décédés, plusieurs présentaient des traces de coups sur leur corps.

Sous l'état d'urgence, les patrouilles de police se multiplient, et la population est soumise à une pression constante, même si certains membres des unités d'intervention gouvernementales critiquent cette approche, dénonçant des violations des droits humains et des arrestations arbitraires. Malgré cela, les gangs se réorganisent dans les régions rurales, ce qui pousse les forces de police à accélérer les arrestations. Le système judiciaire est également mis à mal, avec des procès expéditifs par visioconférence et des droits des détenus bafoués. En dehors des prisons, les familles des détenus manifestent pour réclamer la vérité sur le sort de leurs proches, alors que les organisations internationales de défense des droits humains accusent le gouvernement de violer le droit international.

## UNE SITUATION ÉCONOMIQUE PRÉOCCUPANTE

Le bilan du gouvernement salvadorien sous la présidence de Bukele est marqué par des avancées dans la réduction de la violence, mais également par des critiques concernant ses performances économiques et sa gestion de la pauvreté. Selon l'économiste salvadorienne Tatiana Marroquín, les dynamiques économiques du pays demeurent préoccupantes, voire se détériorent, avec des investissements étrangers faibles, une croissance économique limitée et une dette extérieure record de 80,9 % du PIB. Elle souligne également que près de 25 % du budget est consacré au remboursement de cette dette. Cette analyse met en lumière une réalité économique peu reluisante, malgré les efforts du gouvernement.

Les données sur la pauvreté sont également alarmantes, avec près de 30% des Salvadoriens vivant dans la pauvreté et près d'un sur dix dans l'extrême pauvreté, selon les chiffres 2022 de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Bukele est critiqué pour avoir réduit les budgets de secteurs essentiels tels que l'éducation, la santé et les travaux publics, tandis qu'il a augmenté les dépenses en communication présidentielle pour promouvoir ses politiques populistes.

L'analyste Bessy Ríos souligne que malgré les succès dans la lutte contre la violence, le gouvernement n'a pas réussi à stimuler l'économie du pays de manière significative. Les tentatives de relance économique, notamment dans le tourisme, n'ont pas produit les résultats escomptés. Cette analyse met en évidence les défis persistants auxquels est confronté le Salvador sur le plan économique. Les citoyens expriment leur mécontentement face à la hausse du coût de la vie et réclament davantage d'opportunités d'emploi et de meilleures conditions sociales.

# SALVADOR: LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ AU DÉTRIMENT DES DROITS DE L'HOMME ?

Selon Blanca Noemi, vendeuse ambulante de 52 ans, "il y a besoin de beaucoup de changements" en matière de santé et d'éducation. Cette opinion reflète le sentiment généralisé de frustration au sein de la population. Les statistiques économiques révèlent une croissance économique en berne et une augmentation de la dette publique, ce qui complique les perspectives à court terme. L'économiste Cesar Villalona met en garde contre l'incapacité du pays à attirer des investissements étrangers et à générer une croissance économique soutenue. Il souligne également que les solutions à court terme sont limitées.



*Le coût d'un panier de denrées alimentaires de base -pain, haricots, viande, œufs, fruits - a augmenté d'environ 30% au cours des trois dernières années (AFP/Archives - Marvin RECINOS)*

## POUR CONCLURE

Finalement, la lutte contre les gangs au Salvador révèle une réalité complexe et difficile. Malgré les efforts pour éradiquer ce fléau, les défis socio-économiques persistent, mettant en évidence la nécessité d'une approche équilibrée entre sécurité publique et développement économique. Cette dynamique souligne les défis persistants auxquels est confronté le pays, tout en illustrant l'importance cruciale de solutions holistiques pour un avenir plus stable et prospère.

# SALVADOR: LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ AU DÉTRIMENT DES DROITS DE L'HOMME ?

## Sources :

- Grand reportage TF1 « prison géante, arrestations arbitraires... Au Salvador, l'implacable guerre contre les gangs ». 6 février 2024
- « Le Salvador », Encyclopædia Universalis France
- InSight Crime « El Salvador Shifts Mano Dura Security Policies into Overdrive ». 12 avril 2022
- Le Monde « Présidentielle au Salvador : le président sortant se déclare vainqueur avec « plus de 85 % des voix ». 5 février 2024
- Challenges « Au Salvador, après l'insécurité l'économie, nouveau défi pour le président réélu Bukele ». 5 février 2024
- Reportage Brut « Salvador : la guerre de Nayid Bukele contre les gangs ». 10 février 2024



**SUIVEZ DEF'INSEEC SUR**

